

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



50244

Distr.  
LIMITEE

E/CN.14/ECO/38  
30 septembre 1971

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Sixième réunion du Comité exécutif  
Addis-Abéba, 15-19 novembre 1971

EXAMEN DES ACTIVITES ENTREPRISES  
DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE  
DE LA COMMISSION DEPUIS LA DIXIEME SESSION

RAPPORT SUR L'EXECUTION DES PROJETS DU PROGRAMME  
DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE 1971-1973  
AVEC PROJECTIONS JUSQU'A 1976

1. Le présent rapport couvre la période comprise entre la dixième session de la Commission (première réunion de la Conférence des ministres) en février et le 31 décembre 1971, et contient les indications suivantes :

- A. Missions - Assistance aux gouvernements
- B. Réunions
- C. Recherche, études et publications
- D. Promotion commerciale, foires et colloques
- E. Projets différés
- F. Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70.

A. MISSIONS - ASSISTANCE AUX GOUVERNEMENTS

Recherche et planification économiques

2. Un fonctionnaire de la Division de la recherche et de la planification économiques a effectué, sur la demande du PNUD, une mission de planification régionale au Burundi (février-mai) pour participer à l'élaboration d'un plan de développement économique et social par zones, fondé sur la synthèse d'études sectorielles réalisées par la FAO et d'autres organismes des Nations Unies.

3. Un autre fonctionnaire de la Division a séjourné en Zambie de février à avril pour poursuivre les travaux de missions antérieures de la CEA dans le domaine de la planification régionale et pour achever le découpage du pays en zones économiques primaires et la constitution de centres de service pour le développement rural. Après avoir défini les caractéristiques socio-économiques et le potentiel de développement des zones, le fonctionnaire a formulé des avis sur la production, à des fins opérationnelles, de cartes du développement provincial, et a établi un document sur la conception du rôle du centre de service dans le développement rural. Dans le prolongement de cette mission, un cartographe et un dessinateur de la CEA se sont rendus en Zambie du 24 avril au 24 août afin d'achever un atlas comprenant un jeu de cartes des indicateurs du développement pour chacune des huit provinces.

4. Un conseiller régional de la Division a séjourné en Libye du 19 avril au 15 mai pour aider le Gouvernement à élaborer l'étude économique de 1970.

5. Sur la demande du Gouvernement de la République centrafricaine, un fonctionnaire de la Division a effectué une mission de planification à Bangui (26 avril-7 mai) en vue d'évaluer un projet de développement dit "Opération Bokassa" portant sur tous les aspects du développement économique et social. Les recommandations de la mission avaient pour objet de fournir au Secrétaire exécutif de la CEA des éléments d'information en vue d'entretiens complémentaires avec le Gouvernement de la République centrafricaine.

6. A la suite d'entretiens entre le Secrétaire exécutif et les autorités ghanéennes en avril, un fonctionnaire de la Division a séjourné au Ghana du 20 mai au 2 juillet pour participer à l'évaluation de centres de démonstration qui ont été choisis pour le National Service Corps et parmi lesquels deux centres pilotes doivent être sélectionnés. Un autre fonctionnaire l'a rejoint ultérieurement et ils ont présenté un rapport indiquant un cadre pour l'administration des centres de développement rural du Ghana.

7. Un conseiller régional de la Division s'est rendu à Accra (Ghana), Monrovia (Libéria), Lagos (Nigéria) et Libreville (Gabon) du 17 juillet au 5 août pour offrir des conseils aux bureaux des représentants résidents et aux gouvernements sur la mise en place de services d'information économique. A Libreville, le Conseiller régional a également discuté avec les fonctionnaires compétents les études économiques annuelles du Gouvernement pour 1969-1971.

#### Coopération économique

8. Sur la demande du Gouvernement du Ghana, un fonctionnaire du Centre de coopération économique a séjourné du 3 au 25 avril à Accra pour fournir des avis sur les méthodes et techniques d'exécution des plans.

9. Un autre fonctionnaire du Centre s'est rendu à Lomé (Togo), Cotonou (Dahomey) et Ouagadougou (Haute-Volta) du 27 avril au 30 mai pour conseiller les gouvernements au sujet de l'élaboration des réponses au questionnaire du Secrétaire général sur les structures régionales.

#### Commerce, questions fiscales et monétaires

10. Comme suite à la résolution CM/Res.225/B du Conseil des ministres de l'OJA tendant à étendre les activités du Conseil africain de l'arachide à d'autres graines oléagineuses, un fonctionnaire de la Section du commerce a séjourné au Nigéria du 13 au 20 février et au Kenya, en Tanzanie et en Zambie du 10 au 21 mars pour aider les gouvernements à harmoniser leurs points de vue et leurs positions en matière de politique et, en particulier, à engager des consultations au sujet de certains produits.

11. Sur la demande du Gouvernement, un fonctionnaire du Centre africain du commerce a séjourné au Lesotho du 10 au 31 août pour faire une enquête et présenter des recommandations sur le système des licences commerciales au Lesotho.

12. Le Conseiller régional en finances publiques et gestion budgétaire a, sur la demande du Gouvernement, effectué une mission en Zambie du 2 au 12 juin pour procéder à une enquête préliminaire en vue de la mise au point d'un programme en plusieurs phases de réforme budgétaire, prévoyant notamment la formation de personnel aux nouvelles techniques budgétaires et fiscales. Il a également séjourné au Lesotho du 10 au 31 août sur la demande du Gouvernement pour aider celui-ci à instaurer le système type d'assiette de l'impôt.

#### Industrie et habitation

13. Sur la demande du PNUD et de la FAO, le Conseiller régional en industries forestières mécaniques a effectué une mission en République centrafricaine et au Kenya du 18 au 28 janvier pour procéder à une étude du marché d'embarcations en bois dans le premier pays et à une étude de faisabilité concernant la fabrication de panneaux de particule ainsi qu'à une enquête sur les industries du contre-plaqué et des placages dans le second.

14. Sur la demande du Service du développement agricole de Chilalo du Ministère de l'agriculture éthiopien, le même Conseiller et un membre du Groupe CEA/FAO des industries forestières ont visité le projet de Chilalo afin d'étudier la possibilité d'implanter une petite scierie pilote pour la transformation du bois d'eucalyptus. Une demande d'assistance technique pour l'étude de la proposition du point de vue de l'assistance technique a été récemment présentée au secrétariat par le Gouvernement éthiopien.

15. Sur la demande du Gouvernement du Malawi, le Conseiller régional en habitation, bâtiment et planification a visité les villes de Lilongwe, Blantyre, Zomba et Limbe du 30 janvier au 13 février pour étudier les mesures administratives concernant l'imposition des personnes à qui ont été octroyées des parcelles de terrain dans les zones d'habitation traditionnelles et pour passer en revue les sources de capitaux qui pourraient être investis dans le logement.

16. Un fonctionnaire de la Section a participé à une mission de la CEA et du Gouvernement néerlandais au Togo et au Dahomey du 20 janvier au 25 février pour étudier le développement des industries de matériaux de construction locaux.

17. Un conseiller régional a séjourné au Ghana du 13 au 30 mai pour aider le Gouvernement, sur sa demande, à trouver des moyens de renforcer les établissements bancaires ruraux en vue de les adapter à la situation sociale du pays et d'accroître ainsi les services offerts.

18. Du 10 mai au 15 juillet, un fonctionnaire de la Section a participé à une mission du Siège de l'ONU et de la CEA au Sénégal, en Haute-Volta, au Ghana, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo et au Cameroun pour étudier la situation des taudis et des zones non réglementées en vue d'une assistance technique ultérieure.

19. Sur la demande du Togo, le Conseiller régional en habitation, bâtiment et planification a profité d'un groupe de travail organisé à Lomé du 21 au 26 juin pour avoir des consultations avec les autorités togolaises et le Directeur du projet de centre consultatif de l'habitation, et fournir des avis sur l'organisation du programme. Du 1er au 8 juillet, il a séjourné au Cameroun pour étudier les besoins d'assistance technique en matière d'habitation et de planification.

20. Un fonctionnaire de la Section a effectué une mission en République populaire du Congo du 24 août au 16 septembre en vue de fournir des avis et une aide pour la programmation du logement et de définir les besoins d'assistance technique.

#### Ressources naturelles

21. Du 26 janvier au 1er février, un fonctionnaire du Groupe des ressources hydrauliques a séjourné à Dar es-Salaam (Tanzanie) pour discuter le projet préliminaire présenté par la CEA en vue de la création d'un institut de mise en valeur des ressources hydrauliques. Il doit retourner en Tanzanie prochainement pour la mise au point définitive des plans d'établissement de l'institut.

22. Le Conseiller régional en mines et géologie s'est rendu au Nigéria, au Ghana, en Côte d'Ivoire, en Sierra Leone et au Sénégal entre le 3 et le 27 août pour trouver un emplacement et un appui en vue d'un programme de formation d'ingénieurs et d'économistes des mines qui serait organisé dans un établissement d'enseignement supérieur existant. Il s'est rendu en Haute-Volta en octobre sur la demande du Gouvernement pour fournir des avis sur la prospection et la législation minières. En octobre également, un conseiller régional en ressources hydrauliques s'est aussi rendu en Haute-Volta pour élaborer des plans de construction d'un barrage destiné à l'irrigation et à la production d'énergie électrique.

#### Cartographie

23. Un fonctionnaire du Groupe de la cartographie et un conseiller régional juridique ont assisté à Yaoundé (Cameroun), du 15 au 26 mai, à une réunion sur la création d'un centre de formation aux techniques de la photogrammétrie, de l'interprétation des photographies aériennes et des levés géophysiques par avion. Il doit assister en décembre à une réunion à Nairobi sur la création d'un centre de formation pour la sous-région de l'Afrique de l'est.

### Energie

24. Sur la demande du Comité permanent consultatif du Maghreb, le Conseiller régional en énergie est resté à Tanger du 14 avril au 16 juin pour participer à l'élaboration d'un rapport sur la coordination de l'énergie électrique en Algérie, au Maroc et en Tunisie.

### Transports, communications et tourisme

25. Des demandes d'assistance du Comité permanent consultatif du Maghreb pour la révision de ses programmes en matière de transport et de communications ont été communiquées à l'Agence de développement international canadienne et à l'Union internationale des télécommunications respectivement. Une requête a été présentée à l'Ambassade du Canada à Addis-Abéba en vue de l'obtention des services d'un économiste canadien spécialiste des transports qui avait fait partie de l'équipe chargée d'établir une étude préliminaire pour le Comité. Il semble que depuis, celui-ci se soit assuré les services d'un expert local.

26. Sur la demande de la Commission du Plan du Gouvernement impérial éthiopien, un fonctionnaire de la Section des transports, des communications et du tourisme a procédé du 7 au 17 avril à une étude de reconnaissance sur des projets routiers dans le Gouvernorat général du Tigré.

27. Sur la demande de la Communauté d'Afrique orientale, une projection du développement du tourisme en Afrique orientale a été élaborée pour permettre une évaluation des besoins de personnel dans l'industrie hôtelière et les services de tourisme. De plus une étude a été faite en juillet sur une organisation commune de promotion des voyages pour la sixième Conférence au sommet des Etats d'Afrique orientale et centrale. Des Etats membres en ayant exprimé le désir à la réunion de l'Union internationale des organismes officiels de tourisme tenue à Kampala en juillet 1970, une étude des systèmes de statistiques du tourisme en Afrique a été élaborée et distribuée aux gouvernements. Un fonctionnaire de la Section a participé à une mission organisée par la BIRD pour étudier les possibilités de développement du tourisme en Ouganda, au Rwanda et au Burundi. (18 septembre - 16 octobre).

28. Deux fonctionnaires de la Section attachés au Bureau de la route transafricaine ont accompagné une mission japonaise de reconnaissance en Afrique du centre en préparation à la deuxième réunion de la route transafricaine qui doit avoir lieu en mars 1972.

### Statistiques

29. Sur la demande des Gouvernements, le Conseiller régional en comptabilité nationale s'est rendu au Togo (2-18 février), en Côte d'Ivoire (19 février - 11 mars), au Dahomey (11-25 mars) et au Libéria (23 octobre - 6 novembre) pour fournir des avis sur l'adoption du Système de comptabilité nationale des Nations Unies et l'élaboration des séries statistiques correspondantes.

30. Le Conseiller régional en statistiques démographiques a effectué les missions sur le terrain suivantes : Cameroun (28 janvier - 16 février), pour faire un cours sur les statistiques démographiques à l'Institut de formation statistique; Dahomey (17-24 février), pour donner des conseils au sujet de l'organisation du recensement de la population; Côte d'Ivoire (25 février - 30 mars), pour faire un cours sur les statistiques démographiques à l'École de statistique; Maurice (25 mars - 5 avril), pour participer à l'élaboration d'une proposition de projet pour le recensement de la population; Somalie (6-18 juin), pour participer à l'élaboration d'une proposition de projet pour le recensement de la population; Ethiopie (19-30 juin), pour participer à l'élaboration d'une proposition de projet pour le recensement de la population; Nigéria (septembre - octobre), pour fournir l'assistance demandée pour le recensement de la population.

31. Du 12 au 18 mars, un membre de la Division de la statistique était en Ouganda pour faire passer les examens de statistique à l'Université Makerere. Il a également séjourné au Kenya du 9 au 13 mai afin d'étudier les dispositions prévues pour le Centre de formation statistique d'Afrique orientale.

32. Le Conseiller régional en statistiques démographiques a séjourné en Ouganda de janvier à juillet pour faire un cours de démographie à l'Institut de statistique et de sciences appliquées de Makerere. Au cours de cette mission, il s'est rendu au Kenya du 19 au 23 juin pour fournir des avis sur l'analyse du recensement. De plus, il a analysé des données sur la population pour le Tchad et le Kenya et a participé au dépeuplement et à l'analyse du recensement de la population de l'Ouganda. Du 18 au 22 octobre, il était en Gambie pour présenter des avis sur le recensement de la population et est actuellement au Malawi pour fournir également des conseils au sujet de la mise au point d'une enquête sur la croissance de la population.

#### Développement social

33. Du 1er mars au 5 juillet, le Conseiller régional en vie et institutions rurales a effectué une mission au Burundi, au Rwanda et en République démocratique du Congo pour aider les gouvernements à passer en revue leurs structures, leurs mesures et leurs politiques de développement rural dans les domaines des régimes fonciers, du développement agricole, des coopératives agricoles pour le crédit et la commercialisation et des possibilités d'emploi, et pour recommander des projets particuliers qui pourraient bénéficier d'une assistance technique bilatérale et multilatérale. Quinze projets ont été retenus au Burundi, 20 au Rwanda et 26 en République démocratique du Congo. Sur la demande du Gouvernement, le Conseiller est retourné au Burundi le 18 août et y est resté jusqu'au 16 septembre pour aider à l'organisation et à la tenue d'un séminaire national à l'intention d'instituteurs de l'enseignement primaire rural, première étape de l'exécution d'un nouveau programme national de développement rural.

34. Le Conseiller régional spécialiste de la politique sociale et de la formation au service social a effectué les missions suivantes sur le terrain : Tanzanie (11 décembre 1970 - 9 janvier 1971) pour fournir des avis sur l'élaboration d'un cours de formation au service social sanctionné par un diplôme. Un projet de programme a été présenté au Gouvernement concernant un cours de niveau intermédiaire de deux ans sanctionné par un diplôme à rattacher à l'enseignement dispensé par la Faculté de sociologie de l'Université, un cours d'un an sanctionné par un certificat à l'intention d'agents du développement rural travaillant au programme Ujamaa et un programme de formation pour bénévoles ruraux à l'échelon des villages. Le Gouvernement a accepté les recommandations et a obtenu une assistance technique bilatérale du Canada (il cherche à obtenir un complément d'aide des Pays-Bas) pour l'établissement du projet. Le premier stage de formation est prévu pour la prochaine année universitaire (1971/72).

Libéria (18-23 janvier) pour fournir des avis sur la formation du personnel de l'Association du service social du Libéria. Ses recommandations ont porté sur l'utilisation de cours de formation nationaux de pays voisins, la création d'un cours non spécialisé d'un an sur le service social et la refonte du programme du Département d'anthropologie et de sociologie de l'Université du Libéria pour y inclure des cours de méthodologie sociale et une formation pratique sur le terrain aux problèmes sociaux, ruraux et urbains.

Sierra Leone (25 janvier - 5 février) pour fournir des avis sur la formation au service social et procéder à une enquête d'évaluation sur le Centre national de formation de Bo. Un plan d'ensemble pour la formation à tous les niveaux au service social rural et urbain a été recommandé au Gouvernement, prévoyant notamment un cours de neuf mois à Bo, sanctionné par un certificat. Les recommandations ont été acceptées et sont en cours d'exécution : un nouveau directeur du Centre de Bo a été nommé et le programme d'études et de formation révisé a été adopté.

Gambie (6-16 février) pour étudier le programme national de protection sociale, y compris les activités de développement communautaire et de jeunesse, et aider à mettre au point une politique et des mesures de protection sociale tendant à renforcer les programmes sur le terrain. Le Conseiller a notamment recommandé que le Gouvernement fasse appel à une équipe polyvalente d'experts des Nations Unies (CEA, FAO, OIT et UNESCO) pour la planification de la formation et de l'emploi de la jeunesse et pour l'élaboration d'un plan de développement rural.

Ghana (19-23 février) pour fournir des avis sur l'assistance que la CEA pourrait apporter en vue de ranimer des centres nationaux de formation pour la jeunesse. Un projet a été élaboré, fondé sur la conversion et l'utilisation d'une école abandonnée. Il semble que le projet soit en cours d'exécution. Le Conseil de la jeunesse nationale du Ghana et la Fondation Friedrich Neumann ont fait savoir que l'accord avait été signé pour la création et le financement du centre national de formation pour

la jeunesse. Le Directeur de la protection sociale a confirmé que le Gouvernement s'intéressait à un centre régional de recherche et de formation à la protection sociale.

Somalie (6-11 avril) pour rédiger un projet de requête au FISE en vue de la création d'un centre national de développement social. Un projet de plan d'opération a été établi pour le Gouvernement. Le FISE procède actuellement à l'examen de ce plan en vue du financement du projet.

Soudan (18-30 avril et 8 août - 5 septembre) pour fournir des avis sur un programme de formation (multidisciplinaire) à l'intention de travailleurs sociaux ruraux et urbains, dans des institutions dispensant un enseignement de deux ans pour non diplômés et d'un an pour diplômés, et participer à l'élaboration des programmes d'études. Les recommandations ont été acceptées; un directeur de la formation est en cours de recrutement en Egypte; et les ministères de l'agriculture, du développement rural et de la protection sociale, des administrations territoriales, de l'éducation et du Projet de Gezira se sont engagés à fournir les étudiants (500 demandes environ ont été reçues) ainsi que les crédits de fonctionnement. Le Ministère de la santé appuie en principe le projet mais demande qu'une formation spécialisée à la médecine et à la psychiatrie soit prévue séparément pour les travailleurs sociaux.

35. Sur la demande des Gouvernements du Togo, du Dahomey, du Niger et du Mali, un fonctionnaire de la Section du développement social a été affecté pendant quatre mois (13 mars - mi-juillet) à ces quatre pays pour participer à la mise au point de programmes nationaux visant à assurer une plus large participation de grands groupes sociaux au développement national; pour étudier les politiques et mesures prévues pour encourager la formation et l'emploi de la jeunesse et fournir des avis à ce sujet; et pour préparer une réunion sous-régionale en consultation avec le secrétariat de l'OCAM. Du 19 septembre au 31 octobre, le fonctionnaire, sur la demande du PNUD (BCT) et du Gouvernement de la Haute-Volta, est retourné en Afrique de l'ouest pour aider les Gouvernements du Niger et de la Haute-Volta à élaborer des programmes nationaux, et conseiller le Gouvernement de la Haute-Volta au sujet des mesures à prendre pour assurer la participation de la population au développement national.

36. Un fonctionnaire de la Section a passé deux semaines au Gabon en février avec une mission d'experts de la FAO et du BIT pour étudier le complexe agro-industriel qui doit être implanté dans la région de la N'Gouni à titre de projet pilote de développement rural. Le fonctionnaire a depuis été affecté au Gouvernement pour une année entière, afin de participer à l'élaboration d'une demande d'assistance technique au PNUD, ainsi qu'à la réalisation de projet pilote de la N'Gouni.

### Administration publique

37. Sur la demande du Gouvernement nigérian, un fonctionnaire de la Section de l'administration publique a fait partie du personnel technique de la Commission des traitements et salaires de la fonction publique du Nigéria, du 13 au 31 mars.

38. Un conseiller régional en administration publique a séjourné à Cotonou (Dahomey) du 7 au 27 mai pour procéder à une étude critique de l'organisation de la Banque de développement du Dahomey et proposer des structures appropriées en vue d'améliorer son administration.

### Développement de la main-d'oeuvre

39. En réponse à une demande d'assistance technique d'Etats membres pour la formation de personnel, la CEA avait au 13 septembre reçu plus de 500 offres de bourses d'études et de perfectionnement pour la formation d'Africains dans des domaines prioritaires du développement. Quelque 70 Africains ont jusqu'ici bénéficié de l'octroi de bourses au titre du Programme.

### Programmes de population

40. Comme suite à la résolution 230(X) de la Commission et à des négociations antérieures, deux fonctionnaires du Centre des programmes de population et le fonctionnaire chargé des programmes de population pour l'Afrique du centre se sont rendus au Cameroun pour conclure avec le Gouvernement, au nom de l'Organisation des Nations Unies, le projet d'accord relatif à la création d'un centre de recherche et de formation démographiques pour les pays francophones. L'accord n'est pas encore signé par les parties intéressées. Une autre mission ONU/CEA s'est rendue au Ghana pour conclure les arrangements en vue de la création d'un centre analogue pour les pays anglophones. Il est prévu que les deux centres ouvriront avant la fin de l'année. Des programmes de formation et de recherche ont été élaborés et des lettres ont été adressées aux gouvernements les invitant à désigner des stagiaires pour les deux centres.

41. Sur la demande du Gouvernement, le Conseiller régional en démographie a séjourné au Tchad du 31 janvier au 10 mars pour établir des projections et étudier les questions démographiques liées à l'évaluation du Plan de 1963-1967 et du Plan en cours (1969-1973). De même, sur la demande du Gouvernement impérial éthiopien, un fonctionnaire du Centre a eu des entretiens avec des fonctionnaires du Bureau central de statistique (7-30 juin) au sujet du projet de recensement de la population de 1974. A la suite de ces entretiens, un plan d'enquête par sondage a été établi pour être présenté au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population qui doit fournir une assistance pour l'exécution du projet. Le fonctionnaire du Centre a également séjourné en Somalie du 6 au 18 juillet pour aider

et conseiller le Gouvernement au sujet du projet de recensement de la population de 1973 qui doit être en partie financé par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

#### Agriculture

42. Deux missions d'une durée de deux mois et comprenant chacune deux fonctionnaires de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture ont été effectuées en Afrique du centre du 26 avril au 18 juin et en Afrique de l'ouest du 5 avril au 26 mai pour engager des pourparlers avec les gouvernements au sujet de la méthodologie et des résultats de la phase I des études sur la coopération et les échanges intra-régionaux en matière d'agriculture et sur les mesures proposées en vue de la phase II des études. Ces missions font suite à la résolution 229(X) invitant le Secrétaire exécutif à l'achèvement de ces études. Une mission analogue a été envoyée en Afrique du nord du 27 septembre au 7 novembre. La phase I de l'étude sur l'Afrique de l'est a été envoyée aux gouvernements en juin et une mission complémentaire est prévue pour le début de 1972.

43. Un consultant et un fonctionnaire de la Division se sont rendus dans sept pays d'Afrique de l'est entre le 13 avril et le 10 juin pour évaluer les possibilités d'accroître la production et le commerce de bétail et de produits du bétail dans le cadre du projet sur la coopération et les échanges intra-régionaux dans le domaine de l'agriculture. Du 24 avril au 18 juin, un autre fonctionnaire de la Division s'est rendu dans sept pays d'Afrique de l'ouest pour rassembler des données en vue de l'étude sur l'organisation et l'administration des services de vulgarisation agricole.

44. Sur la demande du Gouvernement de la République populaire du Congo, un fonctionnaire supérieur de la Division a séjourné dans le pays du 14 juillet au 8 août pour a) procéder à une évaluation préliminaire de la situation de l'assistance technique ainsi que des besoins du Gouvernement en matière de développement rural intégré, b) aider à mettre un programme au point et à formuler des requêtes de projets en vue d'une assistance technique, c) fournir des avis sur les services d'experts nécessaires et d) aider à trouver des experts ou des consultants aptes à travailler aux projets.

#### B. REUNIONS

45. Comme d'habitude, le secrétariat a été invité à se faire représenter ou à participer à un grand nombre de réunions organisées par des institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres organismes internationaux. Cependant, le présent rapport n'intéresse que les réunions organisées essentiellement par la CEA ou en collaboration avec d'autres organismes

internationaux, et celles qui sont convoquées annuellement par divers groupements sociaux et économiques multinationaux auxquels le secrétariat apporte son concours à des degrés divers. Entre le 13 février et le 31 décembre, la CEA aura participé à 34 réunions en tout, sans compter celles du Comité exécutif. On trouvera ci-après un tableau récapitulatif indiquant le nombre de réunions dans chaque domaine, les institutions qui les ont organisées, les sources de financement et le coût.

45.1 Groupe d'experts sur la formation au service social et sur l'administration des services sociaux (15-23 mars)

La réunion, tenue à Addis-Abéba, était organisée en exécution de la résolution 116(VI) sur la formation au travail social pour examiner dans quelle mesure le matériel pédagogique utilisé pour la formation au service social correspond à la situation africaine et envisager des moyens de mettre au point, de diffuser et d'utiliser du matériel autochtone.

45.2 Séminaire sur l'enseignement par correspondance en Afrique

Le séminaire, tenu à Abidjan du 5 au 15 avril, était convoqué en exécution de la résolution 172(VIII) qui invitait notamment le Secrétaire exécutif à encourager l'usage des cours par correspondance pour la formation du personnel de la fonction publique des Etats membres. Il a fourni aux pays participants des indications en vue du développement de la formation par correspondance.

45.3 Conférence CEA/OUA des ministres de l'industrie

La Conférence, convoquée à Addis-Abéba du 3 au 8 mai, avait pour objet de passer en revue et définir les besoins, et d'établir un ordre de priorité d'action dans le domaine du développement industriel. De plus, les participants ont examiné les mesures particulières requises de la part des moins avancés des pays en voie de développement pour la préparation de la Conférence extraordinaire de l'ONUDI de juin 1971 [résolution 232(X)].

45.4 Cours de formation CEA/CCI sur la promotion des exportations (pays anglophones) - Addis-Abéba, Genève et pays européens (3 mai - 23 juillet)

Les cours CEA/CCI sont organisés tous les ans conformément aux recommandations de la Réunion mixte CEA/OUA sur le commerce et le développement. Les participants procèdent pendant six semaines à des enquêtes détaillées sur la production et les possibilités d'exportation d'un certain nombre de produits, préalablement au cours proprement dit qui est suivi de travaux pratiques sur le terrain menés dans un certain nombre de marchés européens sous la surveillance du Centre africain du commerce.

45.5 Séminaire sur le système de comptabilité nationale révisé (pays francophones) (Rabat, 17 mai - 6 juin)

Le Séminaire était analogue à celui qui avait été organisé pour les pays anglophones en 1970 et destiné à accélérer l'application du système de comptabilité nationale révisé des Nations Unies dans la région en apportant des explications détaillées sur les principaux comptes et tableaux du système et en fournissant des indications sur les moyens d'obtenir les données de base nécessaires. De l'avis des spécialistes qui ont animé les débats pendant le Séminaire, il semble que l'application du système des Nations Unies devra se faire progressivement dans la plupart des pays africains francophones et que le passage des systèmes nationaux au SCN révisé demandera plus de temps que dans les pays anglophones.

45.6 Conférence régionale sur la formation professionnelle et les possibilités d'emploi réservées aux jeunes filles et aux femmes en Afrique

La Conférence, tenue à Rabat du 20 au 30 mai, avait pour objet d'examiner les facteurs agissant sur la formation professionnelle et les possibilités d'emploi réservées aux jeunes filles et aux femmes, et les services d'orientation professionnelle destinés aux jeunes filles et aux femmes par rapport aux possibilités d'emploi; des recommandations ont été formulées.

45.7 Séminaire sur les concepts et définitions relatifs aux statistiques du commerce international

Le Séminaire, qui s'est tenu à Addis-Abéba, du 24 mai au 2 juin, était convoqué conformément au vœu exprimé à la réunion d'experts des douanes et de statisticiens tenue à Bruxelles en 1968. Les sujets suivants ont été examinés : a) champ des statistiques, b) classification des marchandises, c) évaluation, d) mesure des quantités, e) pays partenaires, f) difficultés rencontrées par les pays africains dans le domaine des statistiques du commerce extérieur.

45.8 Séminaire régional de l'UNITAR sur les méthodes et procédures de l'assistance technique des Nations Unies (Addis-Abéba, 24 mai - 11 juin)

Le Séminaire faisait partie de la série de ceux que l'UNITAR organise sur ce sujet tous les deux ans. Ces séminaires régionaux sont destinés à des fonctionnaires de niveau moyen travaillant dans les services gouvernementaux chargés de la coordination de l'aide étrangère.

45.9 Cinquième réunion du Comité exécutif

Cette réunion s'est tenue conformément à l'annexe C de la résolution 188(IX) de la Commission. Elle a eu lieu à Addis-Abéba du 24 au 28 mai.

#### 45.10 Première et deuxième réunions du Comité de la route transafricaine

Conformément à la résolution 226(X), des études préliminaires ont été faites au sujet de la route transafricaine et la première réunion du Comité de la route a été convoquée du 14 au 18 juin. Les six gouvernements africains intéressés (Cameroun, République démocratique du Congo, Kenya, Nigéria, Ouganda et République centrafricaine) y étaient représentés ainsi que des gouvernements non africains et des institutions internationales. Un Bureau de la route transafricaine, placé sur l'activité d'un Conseiller spécial du Secrétaire exécutif a été établi au siège de la Commission pour faciliter l'exécution des programmes relatifs à la route (E/CN.14/TRANS/46). La deuxième réunion a été convoquée par la CEA du 29 septembre au 1er octobre. Huit pays donateurs et trois observateurs y étaient représentés (E/CN.14/TRANS/52).

En août, le Secrétaire exécutif a envoyé aux pays donateurs une invitation à une réunion convoquée le 29 septembre à Addis-Abéba pour procéder à une première évaluation de l'assistance disponible pour la phase préliminaire de reconnaissance et définir en même temps les stades ultérieurs du projet.

#### 45.11 Réunion sous-régionale sur certains aspects du financement du logement en Afrique de l'ouest

La Réunion, tenue à Lomé du 21 au 26 juin, était convoquée en exécution de la résolution 209(IX) de la Commission qui priait le Secrétaire exécutif de prendre toutes les mesures nécessaires pour aider les Etats membres à accélérer l'amélioration de la situation en matière de logement et de mobiliser à cet effet les ressources financières et techniques des pays industrialisés et des organismes financiers internationaux appropriés. Les participants ont approuvé les propositions contenues dans le rapport du Secrétaire général sur les mesures à prendre en vue du financement de l'habitation, de la construction et de la planification, et ont formulé plusieurs recommandations qui devront être exécutées au niveau des gouvernements. De plus, ils ont recommandé que la CEA cherche à savoir dans quels pays les conditions et les besoins pourraient se prêter à l'introduction du système d'épargne-construction mentionné dans le rapport du Secrétaire général (E/C.6/106).

#### 45.12 Stage de formation à l'harmonisation des budgets et des plans

Le stage de formation, tenu à Addis-Abéba du 5 au 10 juillet, a été organisé conformément à la résolution 207(IX) par laquelle la Commission recommandait que les Etats membres déploient des efforts accrus en vue de mobiliser des ressources intérieures à l'appui de programmes de développement de plus en plus autonomes durant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. L'attention s'est portée tout particulièrement sur les aspects pratiques de l'adoption de techniques nouvelles de gestion budgétaire et comptable et sur l'élaboration de politiques destinées à permettre une meilleure harmonisation des budgets et des plans et une exécution effective des programmes de développement.

45.13 Cours de formation aux techniques et aux méthodes de planification de la main-d'oeuvre et d'élaboration de programmes de formation

Ce cours, convoqué en exécution des résolutions 125(VII) et 173(VIII) de la Commission, a eu lieu à Yaoundé (Cameroun) du 12 juillet au 20 août. Il avait pour objet d'offrir une formation spécialisée plus poussée à des fonctionnaires supérieurs chargés soit de la planification de la main-d'oeuvre et de l'enseignement, soit de la programmation et de la coordination des activités de formation, dans le cadre de la planification globale du développement.

45.14 Cours CEA/CCI sur la promotion des exportations (pays francophones) (Addis-Abéba, Genève et pays européens, 12 juillet - 1er octobre)

Les cours CEA/CCI sont organisés tous les ans conformément aux recommandations de la Réunion mixte CEA/OUA sur le commerce et le développement. Les participants procèdent pendant six semaines à des enquêtes détaillées sur la production et les possibilités d'exportation d'un certain nombre de produits, préalablement au cours proprement dit qui est suivi de travaux pratiques sur le terrain menés dans un certain nombre de marchés européens sous la surveillance du Centre africain du commerce.

45.15 Colloque sur le développement rural en Afrique dans les années 70

Ce Colloque, qui s'est tenu à Addis-Abéba du 9 au 13 août, était convoqué en exécution de la résolution 197(IX) invitant notamment le secrétariat à encourager la coordination des activités de la CEA, des institutions spécialisées des Nations Unies, du FISE et des organismes volontaires ayant des programmes de développement rural en Afrique. L'objectif immédiat était d'établir des relations de travail avec divers organismes internationaux volontaires qui s'intéressent à certains aspects des programmes de développement rural en Afrique, afin de mettre au point des mesures pratiques propres à favoriser et renforcer la coopération technique à l'échelon national et sur le plan régional.

45.16 Sixième Réunion mixte CEA/OUA sur le commerce et le développement

Conformément à la recommandation de la cinquième Réunion mixte CEA/OUA sur le commerce et le développement tenue à Genève en août 1970, la sixième Réunion a eu lieu à Genève du 12 au 20 août en vue de préparer et de faciliter l'harmonisation des positions africaines sur les questions relatives au commerce international et aux finances qui seront discutées au cours de la troisième session de la CNUCED en avril - mai 1972.

45.17 Cycles d'études itinérants (nationaux) pour instructeurs sur les méthodes de formation et les auxiliaires pédagogiques

Ces cycles d'études ont principalement pour objet d'enseigner à des instructeurs des techniques de formation efficaces ainsi que l'usage d'auxiliaires pédagogiques modernes et, en les faisant participer directement au processus d'enseignement et d'acquisition des connaissances, de leur permettre d'améliorer leurs capacités pédagogiques. Pour 1971, ces cycles d'études avaient été prévus comme suit :

Kenya	16-17 août
Tanzanie	30 août - 10 septembre
Ouganda	13-24 septembre
Nigéria	27 septembre - 8 octobre
Ghana	11-22 octobre
Haute-Volta	11-22 octobre
Côte d'Ivoire	25 octobre - 5 novembre
Gabon	15-31 décembre

45.18 Conférence sur le rôle de l'hydrologie et de l'hydrométéorologie dans le développement économique de l'Afrique

La Conférence, qui s'est tenue à Addis-Abéba du 13 au 23 septembre, était convoquée conformément aux résolutions 1401(XIV) et 2386(XXIII) de l'Assemblée générale, au mandat de la Commission et au rapport du Groupe d'experts sur la planification des ressources hydrauliques (1970). Les questions suivantes étaient portées à l'ordre du jour : application de l'hydrologie et de l'hydrométéorologie au développement social et économique, méthodes d'inventaire des ressources hydrauliques et problèmes opérationnels et scientifiques, besoins de personnel et de formation à l'échelon ingénieur et sous-ingénieur, problèmes de coopération internationale.

45.19 Réunion régionale pour administrateurs du logement (pays anglophones)

Cette Réunion, tenue à Copenhague du 19 septembre au 2 octobre, faisait suite à la résolution 209(IX) invitant le Secrétaire exécutif à prendre des mesures tendant a) à accélérer l'amélioration de la situation du logement, b) à mobiliser des ressources financières et techniques dans les pays industrialisés ainsi qu'auprès des institutions financières compétentes, c) à

favoriser à tous les niveaux la formation aux techniques de la création et du développement d'institutions financières et aux techniques de l'industrie du bâtiment, y compris celles du logement coopératif et de l'autoconstruction assistée.

45.20 Réunion annuelle mixte CEA/OUA sur les questions monétaires et les finances

Cette réunion faisait suite à un accord conclu entre la CEA, la BAD et l'OUA durant la neuvième session tendant à la création d'un secrétariat commun pour conseiller le groupe africain aux réunions annuelles de la BIRD et du FMI.

45.21 Cours CEA/GATT sur la politique commerciale et la promotion des échanges (pays francophones)

Le cours a eu lieu à Libreville (Gabon) du 4 octobre au 6 novembre. Depuis 1962, la CEA organise tous les ans en coopération avec le GATT des cours de formation sur la politique commerciale et la promotion des échanges à l'intention de fonctionnaires des pays anglophones et francophones ayant des attributions dans ces domaines. Ce programme a été élaboré en exécution de diverses résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Commission.

45.22 Groupe de travail sur les comptes de production, les balances de produits et de services et l'analyse des entrées-sorties, aux prix courants et aux prix constants

Cette réunion, qui a eu lieu à Dakar du 4 au 12 octobre, faisait suite à une recommandation formulée par la Conférence des statisticiens africains à sa sixième session tenue à Addis-Abéba en octobre 1969. Le Groupe de travail a discuté les questions suivantes : a) nature des comptes et tableaux du SCN sur la production, les dépenses de consommation et la formation de capital, balances de produits et données de base sur les entrées-sorties, b) élaboration des comptes et tableaux en prix courants et prix constants, c) analyse entrées-sorties.

45.23 Conférence ministérielle africaine préparatoire à la troisième session de la CNUCED

Cette réunion s'est tenue à Addis-Abéba du 8 au 14 octobre pour l'examen de toutes les questions susceptibles d'être portées à l'ordre du jour de la réunion ministérielle du Groupe des 77 et de la troisième session de la CNUCED. Elle était convoquée conformément à la résolution CM/Res. 220(XV) de la quinzième session ordinaire du Conseil des ministres de l'OUA et à la résolution 222(X) de la première Conférence des ministres de la CEA. Vingt-deux pays y étaient représentés à un niveau ministériel élevé (E/CN.14/545).

45.24 Septième session de la Conférence des statisticiens africains

Cette réunion, tenue à Dakar du 13 au 22 octobre, était convoquée conformément au mandat de la Commission et aux résolutions 18(II), 59(IV) et 231(X). Les principaux points portés à l'ordre du jour étaient les suivants : a) Recommandations présentées par les gouvernements africains en matière de politiques et de programmation à la première Conférence des ministres de la CEA, b) principales questions découlant des activités en matière de comptabilité nationale depuis la dernière session de la Conférence, c) statistiques économiques générales, d) statistiques démographiques et sociales.

45.25 Sixième réunion du Groupe régional africain du Comité consultatif des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique au développement (UNACAST)

Il s'agit d'une réunion du Siège qui a été convoquée à Addis-Abéba du 18 au 21 octobre pour l'examen du projet de Plan d'action mondial pour l'Afrique et des rapports de tous les organismes des Nations Unies ayant des programmes en matière de science et de technique dans la région, en préparation à la quatorzième session de Comité.

45.26 Colloque régional sur la formation de personnel (à tous les échelons) pour la production et la distribution d'énergie

Ce colloque, tenu à Abidjan du 18 au 26 octobre, était organisé conformément à diverses résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Commission en vue de procéder à un inventaire des besoins en personnel des établissements africains et des moyens de formation existant en Afrique et hors du continent en ce qui concerne la production, la transmission, la distribution et l'utilisation de l'énergie électrique. Il a permis un échange de vues sur les méthodes de formation accélérée, et l'établissement d'une coopération effective pour l'élaboration et l'exécution de programmes de formation systématique.

45.27 Cycles d'études nationaux sur les systèmes de gestion des marchés et approvisionnement de l'Etat

Ces cycles d'études ont pour objet d'offrir, conformément à la résolution 70(V), une formation à l'organisation et à la gestion des marchés et approvisionnement de l'Etat et des entreprises publiques dans le cadre du développement national. Ils tendent à accroître l'efficacité des systèmes de gestion des approvisionnements, à les moderniser et à les rendre plus économiques en vue de faciliter le développement national. Le programme était le suivant : 22 octobre - 5 novembre (Ouganda), 8-20 novembre (Kenya), 24 novembre - 7 décembre (Tanzanie).

45.28 Réunion d'experts sur la coopération économique en Afrique de l'est

La réunion, qui doit se tenir à Addis-Abéba du 1er au 10 novembre, est convoquée conformément aux résolutions 2563(XXIV) de l'Assemblée générale, 1442(XLVII) du Conseil économique et social, 23(II) de la CNUCED, 19(III) et 211(X) de la Commission. L'objectif principal est d'examiner les conclusions et recommandations de l'étude de la CEA et du Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement sur la coopération économique en Afrique de l'est et de présenter des propositions aux gouvernements au sujet de projets de coopération économique.

45.29 Groupe de travail d'experts chargé d'examiner l'étude sur l'harmonisation sous-régionale (Afrique du centre) (8-13 novembre)

45.30 Sixième réunion du Comité exécutif (Addis-Abéba, 15-19 novembre)

Cette réunion a été convoquée conformément à l'annexe C de la résolution 188(IX) de la Commission.

45.31 Cours CEA/GATT sur la politique commerciale et la promotion des échanges (pays africains anglophones)

Réunions prévues pour le reste de l'année

45.32 Groupe de travail d'experts sur l'harmonisation régionale des plans de développement

Cette réunion, convoquée en exécution d'une recommandation de la Conférence des planificateurs africains formulée à sa deuxième session (1967), aura lieu à Addis-Abéba du 29 novembre au 3 décembre. L'objectif principal sera d'établir formellement les méthodes et procédures à utiliser pour l'harmonisation des plans de développement à l'échelon de deux ou plusieurs pays. Le Groupe de travail étudiera la justification et le mécanisme de l'harmonisation des plans, examinera les structures et les activités des organismes intéressés à l'harmonisation des plans, en particulier dans les pays en voie de développement, et présentera des recommandations sur les moyens d'améliorer ces organismes et d'en établir d'autres en vue de parvenir à une plus grande efficacité dans l'harmonisation des plans de développement.

45.33 Conférence africaine sur la population

Cette Conférence, qui doit avoir lieu à Accra du 9 au 18 décembre, est convoquée conformément aux résolutions 2211(XXI) de l'Assemblée générale et 1347(XLV) du Conseil économique et social, du mandat de la Commission, et des rapports sur la neuvième session de la Conférence, sur la sixième session de la Conférence des statisticiens africains et du Groupe d'experts sur la population. Le thème en sera la contribution que les sciences démographiques peuvent apporter au relèvement du niveau de vie des populations africaines.

45.34 Conférence des démographes africains - première session

La Conférence, qui aura lieu à Accra du 19 au 22 décembre, est convoquée conformément à la recommandation présentée par le Comité exécutif à sa troisième réunion de mai 1970. Compte tenu des débats de la Conférence africaine sur la population, la Conférence fera des recommandations aux Etats africains et à la CEA en matière de population et dans les domaines connexes. La Conférence passera également en revue les activités déployées par la CEA au cours de la dernière année dans le cadre des programmes de population, ainsi que le programme de travail pour 1972-1974.

45.35 Cours de perfectionnement pour l'Afrique australe sur la gestion et la formation du personnel des entreprises

Le cours, qui se déroulera à Lusaka du 27 décembre au 15 janvier, a pour objet d'aider les chefs et administrateurs du personnel des entreprises à gagner en efficacité et en confiance en soi, en leur faisant connaître des conceptions nouvelles et des techniques de gestion du personnel modernes. Il est organisé conformément aux résolutions 70(V), 172(VIII) et 202(IX) de la Commission.

45.36 Réunion sous-régionale sur la coopération et les échanges dans le domaine de l'agriculture (première quinzaine de décembre)

Tableau récapitulatif des réunions (13 février - 31 décembre)

<u>Domaine d'activité</u> (a)	<u>Nombre de réunions</u> (b)	<u>Organismes responsables</u> (c)	<u>Source de financement</u> (d)	<u>Coût de la réunion</u> (en dollars)
Coopération économique	1	CEA/CDPPP	PNUD/AT	30 000
Commerce et questions fiscales et monétaires	2	CEA/CCI	PNUD/AT	126 000
	4	CEA	PNUD/AT	109 740
	2	CEA/OJA	budget ordi- naire CEA	n.d.
Développement industriel	1	CNUCED		
	1	CEA/OJA/ONUDI	budget ordi- naire CEA	5 378
Habitation	1	CEA		n.d.
	2	CEA	PNUD/AT	66 700
Ressources naturelles	1	CEA	PNUD/AT	30 000
Energie	1			
Transports, communications, tourisme	1	CEA	b.o. CEA	2 444
	3	CEA	PNUD/AT	78 200
Statistiques	1	CEA	b.o. CEA	14 200
	1	FES/CEA/AESSA	FES	25 000
Développement social	1	CEA/Fond. all.	Fond. allemande	50 000
	1	CEA	b.o. CEA	1 313
Administration publique	2	CEA	PNUD/AT	20 000
Programme de population	2	CEA	FNUAP	153 294
Agriculture	1	CEA/FAO	CEA/FAO	n.d.
Main-d'oeuvre et formation	3	CEA	PNUD/AT	53 310
Science et technique	1	CEA	BST/DAES (ONU)	n.d.
Coordination des programmes d'assistance technique	1	CEA	PNUD/AT	40 123

AESSA : Association des études de service social en Afrique

FNUAP : Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population

DAES : Département des affaires économiques et sociales

BST : Bureau de la science et de la technique

46. La CEA a également apporté son concours à des degrés divers, notamment sous forme de documentation, à la catégorie suivante d'activités.

46.1 Conférence de juristes africains sur la justice et l'individu

La Conférence, tenue à Addis-Abéba du 18 au 23 avril, était autorisée par le Secrétaire exécutif comme suite au cycle d'études des Nations Unies, convoquée au Caire en septembre 1969, sur la création de commissions régionales des droits de l'homme, en particulier en Afrique. La Conférence avait pour objet de susciter l'intérêt de juristes africains pour une étude technique préliminaire des constitutions, lois et institutions africaines qui intéressent les droits de l'homme en Afrique.

46.2 Groupe de travail sur l'extension des activités du Conseil africain de l'arachide à d'autres graines oléagineuses (Addis-Abéba, 20-23 avril)

46.3 Réunion du Comité sous-régional de l'Afrique de l'est de l'Association des banques centrales africaines (Dar es-Salaam, 6-8 mai)

46.4 Réunion du Comité sous-régional de l'Afrique de l'ouest de l'Association des banques centrales africaines (Bamako, 13-15 mai)

46.5 Cours de formation pour agents de vulgarisation dans le domaine de la petite industrie (Afrique du centre) (Kinshasa, 17-28 juin)

46.6 Séminaire régional sur l'environnement (Addis-Abéba, 23-28 août)

46.7 Conférence régionale de la FAO sur l'établissement de programmes de recherche agricole communs aux pays de la zone écologique guinéenne présentant les mêmes caractéristiques écologiques (Ibadan, 23-28 août)

46.8 Réunion du Comité préparatoire pour la formation de l'Association africaine pour l'enseignement par correspondance (Addis-Abéba, 28 août - 2 septembre)

46.9 Colloque de l'ISS sur les innovations en matière d'enseignement en Afrique : orientation et administration

Le Colloque a eu lieu à Addis-Abéba du 1er au 10 septembre. Il avait pour objet d'évaluer, à partir d'études de cas particuliers, les facteurs qui suscitent, stimulent ou freinent les tendances innovatrices dans les programmes et politiques visant à mieux adapter l'enseignement aux besoins du développement économique et social.

46.10 Réunion de l'Association des banques centrales africaines (Rabat, 13-17 septembre)

- 46.11 Réunion ministérielle du Groupe des 77 (Lima, novembre)
- 46.12 Réunion intergouvernementale sur la coopération économique en Afrique de l'est
- 46.13 Réunion ONUDI/CEA sur la promotion des projets industriels (Afrique du centre ou de l'ouest, 1er-3 décembre)
- 46.14 Septième Séminaire interrégional sur la planification du développement (Addis-Abéba, 6-17 décembre)

### C. RECHERCHE, ETUDES ET PUBLICATIONS

47. Dans un autre domaine, le secrétariat publie des études, pour les besoins des réunions prévues et à d'autres fins.

48. Outre les études et autres documents destinés à ses réunions, il diffuse régulièrement diverses publications dont les suivantes sont parues ou doivent paraître avant la fin de l'année :

- 48.1 Première partie de l'Etude des conditions économiques en Afrique, 1970

Publiée. La partie II doit être publiée avant la fin de l'année.

- 48.2 Informations statistiques. Les numéros 37 et 38 ont été publiés. Les numéros 39 et 40 pourraient l'être avant la fin de l'année.

- 48.3 Bulletin de statistique pour l'Afrique (trimestriel). Les numéros 3 et 4 du volume II sont à la reproduction. Le numéro 1 du volume III sera publié avant la fin de l'année.

- 48.4 Commerce extérieur, séries A et B. Les numéros 16, 17 et 18 de la série A et les numéros 18, 19 et 20 de la série B sont à la reproduction. Le numéro 21 de la série B pourrait être publié avant la fin de l'année.

- 48.5 Annuaire statistique pour l'Afrique. Les première et troisième parties ont été publiées et les parties 2, 4 et 5 sont à la reproduction. Les parties 6 et 7 doivent être publiées avant la fin de l'année.

- 48.6 Aperçu du commerce extérieur. Le numéro 31 a été publié et les numéros 32, 33 et 34 doivent l'être avant la fin de l'année.

- 48.7 Guide démographique de l'Afrique. La publication existe déjà mais est en cours de révision compte tenu des données révisées obtenues sur les recensements de certains pays africains.
- 48.8 Informations sur la population. Il s'agit d'une publication trimestrielle. Le numéro 4 est prêt à être reproduit et le numéro 5 est en préparation. Il se pourrait que le numéro 6 soit publié avant la fin de l'année.
- 48.9 Bulletin sur les programmes de recensement africains. Les numéros 1, 2 et 3 ont été publiés en anglais et les numéros 4 et 5 doivent paraître avant la fin de l'année. Cette publication était d'abord mensuelle mais, faute d'informations, il a été décidé de la rendre semestrielle.
- 48.10 Notice sur la formation. Trimestrielle.
- 48.11 Programme de formation de la CEA. Semestriel.
- 48.12 Données économiques résumées pour tous les pays africains.
- 48.13 Bulletin de l'économie agricole en Afrique. Le numéro 13 doit être publié avant la fin de l'année.
- 48.14 Services de protection sociale en Afrique  
Le No. 8 a été publié.
- 48.15 Répertoire des projets de développement rural  
Des institutions bénévoles des pays africains procèdent périodiquement à l'élaboration de ce répertoire.
49. L'étude du Siège sur les publications périodiques des Nations Unies contient les commentaires suivants pour trois publications de la CEA :
- a) Série des services de protection sociale en Afrique : La publication contient également une introduction réfléchie, instructive et bien écrite.
  - b) Répertoire des activités de protection sociale en Afrique (deuxième édition) : Le répertoire est bien conçu et instructif. L'enquête menée auprès des utilisateurs indique une note au-dessus de la moyenne.
  - c) Bulletin de l'économie agricole en Afrique : Une revue des titres des articles publiés de 1962 à 1969 indique clairement que les rédacteurs du bulletin cherchent à publier des résumés de l'expérience pratique d'experts bien qualifiés dans le domaine des problèmes agricoles africains. La méthode de reproduction, l'offset, est rapide et peu coûteuse, mais la publication est quand même très présentable.

#### D. PROMOTION COMMERCIALE, FOIRES ET COLLOQUES

50. Le secrétariat a participé à l'organisation d'un colloque sur le développement du commerce en Afrique de l'ouest les 11 et 12 février. Ce colloque, auquel assistaient six pays d'Afrique de l'ouest, entrainé dans le cadre de la deuxième Foire commerciale internationale du Ghana et d'une exposition organisée par la CEA à la Foire, du 1er au 14 février. Il avait pour thème l'expansion commerciale en tant que base du développement industriel. Le secrétariat a présenté des documents de travail sur les sujets suivants : a) les structures économiques en Afrique de l'ouest, b) le progrès du développement industriel, c) les possibilités d'échange et comment les exploiter, d) les politiques en vue de la promotion des entreprises commerciales africaines.

51. Le secrétariat a également participé à l'organisation d'un colloque sur la coopération économique en Afrique centrale qui s'est tenu en République démocratique du Congo les 28 et 29 juin ainsi que d'une foire commerciale (24 juin - 11 juillet), et y a assisté. Il a présenté des documents sur l'orientation et la situation des pays d'Afrique centrale avant l'indépendance et sur leur situation actuelle et leurs perspectives.

52. Depuis juillet, le secrétariat procède activement aux préparatifs de la foire commerciale panafricaine qui doit avoir lieu à Jamhuri Park à Nairobi (Kenya) du 23 février au 5 mars 1972. Un cycle d'études préparatoire à la Foire a été organisé du 30 septembre au 2 octobre pour aider les directeurs d'expositions à se préparer en vue de prévoir, concevoir et administrer les expositions de leurs pays respectifs. Le Colloque sur le commerce intra-africain prévu du 28 février au 3 mars 1972 aura pour thème : perspectives et problèmes de l'intensification des échanges intra-africains par sous-région et par produit. Les documents suivants seront présentés : a) Association de promotion commerciale, b) obtention et diffusion d'informations commerciales, c) comment vendre vos produits sur les marchés africains et d) développement des échanges intra-africains de certains produits.

#### E. PROJETS DIFFERES

53. Les rapports d'activités semestriels des divisions et sections organiques du secrétariat indiquent que les projets ci-dessous, qui devaient à l'origine être exécutés en 1971, ont dû être remis à une date ultérieure, reportés ou annulés, pour des raisons diverses.

RECHERCHE ET PLANIFICATION ECONOMIQUE<sup>1/</sup>

Projet 1A:2 b) i) : Etude des facteurs présentant le plus d'importance pour les investisseurs aux fins d'évaluation des possibilités d'investissement

Ce projet a été renvoyé à 1972 faute de personnel.

Projet 1A:2 b) ii) : Etudes sur le rôle des petites et moyennes entreprises autochtones dans le processus de transformation et de développement socio-économique

Ce projet a été supprimé du programme de travail de la Division de la recherche et de la planification économiques car il est plutôt du ressort de la Division de l'industrie.

Projet 1A:4 b) i) : Etudes sur la programmation des aspects scientifiques et techniques des plans de développement nationaux

Ce projet a dû être annulé faute de personnel mais pourra être repris ultérieurement.

Projet 1A:4 b) v) : Mise au point de modèles et de techniques de planification globale et sectorielle adaptés aux conditions africaines, compte tenu des procédures propres aux divers pays

Faute de personnel, ce projet a été reporté à 1972.

Projet 1A:4 c) : Information-planification et Bulletin économique pour l'Afrique

La parution de ces publications a été retardée faute de personnel.

COOPERATION ECONOMIQUE

Projet 2A:2 b) i) : Continuation de l'analyse critique de divers systèmes de répartition des avantages dans le cadre de la coopération économique

<sup>1/</sup> A noter que l'ensemble du programme en matière de recherche et de planification économiques est en cours de révision conformément à la déclaration faite au Comité technique d'experts en février dernier.

Le personnel du Centre a procédé à certains travaux de base en vue de cette étude mais les services d'experts de l'extérieur ont été jugés nécessaires. Les délais nécessaires au recrutement d'un consultant ont retardé l'exécution du projet.

Projet 2A:2 b) iv) : Analyser l'influence de facteurs extérieurs sur la coopération économique africaine et proposer des mesures propres à intensifier leur contribution au développement accéléré des économies africaines

Conformément à une recommandation formulée par le Comité exécutif à sa cinquième réunion de juin dernier, ce projet est en cours de révision.

#### DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Projet 4C:1 d) ii) : Groupe de travail d'experts chargés d'examiner les études sous-régionales d'harmonisation : Afrique du nord

Sera vraisemblablement reporté à 1972 faute de crédits.

Projet 4C:6 d) i) : Evaluation des projets : Stages de formation annuels destinés à améliorer la compétence des fonctionnaires chargés de l'élaboration et de la sélection de projets d'investissement

Il s'agit d'une activité annuelle qui n'a pu être poursuivie faute de crédits.

Projet 4C:6 d) ii) : Stage de formation sur l'analyse des investissements et les méthodes de promotion des investissements

Reporté à 1972 faute de crédits.

#### RESSOURCES NATURELLES

Projet 5C:1 a) v) : Création d'un institut de gestion des ressources naturelles pour la formation de personnel de niveau élevé aux méthodes d'études, de planification et de gestion des ressources naturelles

Reporté à 1972 faute de ressources.

Projet 5C:1 b) : Publication d'un annuaire régional des ressources  
et c) i) naturelles

Reporté à 1972 faute de données suffisantes sur les minéraux.

## RESSOURCES MINERALES

Projet 7C:1a) iii) : Encourager le développement des services géologiques en Afrique en aidant les gouvernements à réorganiser certains services nationaux en vue d'en faire des centres de mise en valeur des ressources minérales en Afrique de l'ouest

Début d'exécution reporté à 1972 faute de ressources suffisantes.

Projet 7C:1 d) i) : Séminaire à l'intention du personnel de services et d'institutions d'Etat intéressés à la prospection des minerais, du pétrole et du gaz naturel. Voyages d'études pour géologues et ingénieurs des mines de services et institutions d'Etat dans des pays industrialisés pour leur permettre de se mettre au courant des méthodes les plus récentes (pays anglophones)

Remis à 1972 faute de ressources.

## HABITATION, BATIMENT ET PLANIFICATION

Projet 8C:3 a) ii) : Etude de plans types de logements bon marchés

Remis sine die par suite du départ de l'architecte spécialiste de la CEA.

Projet 8C:4 d) i) : Groupe de travail d'experts sur les coûts de construction des maisons d'habitation en Afrique du centre

Ce projet a dû être différé, aucun gouvernement ne s'étant proposé à accueillir la réunion et les pays n'ayant manifesté que peu d'intérêt.

Projet 8C:4 d) ii) : Stage de formation pour le personnel d'encadrement de l'industrie du bâtiment (pays francophones)

Ce projet a été reporté au début de 1972, le pays donateur auquel une demande d'assistance bilatérale avait été adressée n'ayant pas répondu.

Projet 8C:4 d) iii) : Réunion sur l'amélioration de l'habitat rural en Afrique de l'est

Reporté à 1972 faute de personnel.

CARTOGRAPHIE

Projet 9D:1 b) : Etude de la main-d'oeuvre dans le domaine des levés et des cartes pour chaque sous-région (Afrique du nord)

Début d'exécution reporté à 1972 faute de ressources.

Projet 9D:2 d) : Réunion sur la cartographie thématique en vue de l'élaboration d'un programme coopératif et de prescriptions communes grâce auxquels les cartes thématiques pourraient répondre aux besoins actuels et prévisibles de l'Afrique

Réunion reportée à 1972 faute de patronage.

TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET TOURISME

Projet 10D:1 b) : Etudier les besoins de formation et exécuter des programmes de formation, et participer à la création d'instituts multinationaux de formation

Différé faute de personnel.

Projet 10D:1 d) i) : Réunions d'experts sur les transports - Afrique de l'est, du nord et du centre

Les deux premières réunions ont été différées faute de personnel. La Troisième a été remise en raison des activités liées à la route transafricaine.

Projet 10D:2 a) ii) : Encourager la ratification ou l'adoption de la Convention révisée des Nations Unies (Vienne 1968) sur la circulation routière et du Protocole sur la signalisation routière

Différé faute de personnel.

Projet 10D:2 a) iii) : Participer à la mise en place de moyens de recherche routière et à l'application effective des résultats de la recherche pour la conception, la construction et l'entretien des routes, en insistant sur l'utilisation maximale de matériaux locaux

Différé faute de personnel.

Projet 10D:4 a) i) Transports fluviaux et lacustres : i) Aider les gouvernements, sur leur demande, pour le développement des transports fluviaux et lacustres,  
 et ii) : ii) Conseiller et aider des organismes de mise en valeur des ressources hydrauliques tels que la Commission du bassin du Tchad, la Commission du fleuve Niger et l'Organisation des Etats riverains du Sénégal

Différé faute de personnel.

Projet 10D:4 b) : Etudes sur l'utilisation des transports fluviaux et lacustres et l'amélioration des voies navigables

Différé faute de personnel.

Projet 10D:4 d) i) : Groupes de travail intergouvernementaux sur le développement des transports fluviaux et lacustres

Différé faute de personnel.

Projet 10D:5 d) ii) : Voyages d'études dans des pays maritimes avancés

Différé faute de personnel.

Projet 10D:10 d) : Réunions d'experts sur le développement du tourisme (Afrique de l'est, Afrique du centre et Afrique du nord)

Différé faute de personnel.

#### RESSOURCES HYDRAULIQUES

Projet 11A:1 d) ii) : Voyage d'études sur la mise en valeur de bassins fluviaux internationaux à l'intention de participants d'Afrique du centre et d'Afrique du nord

Devait à l'origine commencer en juillet ou août mais a dû être différé faute de réponse du pays donateur.

Projet 11A:1 d) iii) : Groupe de travail de représentants d'organisations telles que le PNUD, la BIRD, la Banque africaine de développement et d'autres donateurs d'aide bilatérale pour faire le point de la situation actuelle de l'alimentation en eau des campagnes et élaborer un programme d'action coordonnée

Des pourparlers préliminaires ont été engagés mais il est peu probable qu'une suite y soit donnée en 1971 en raison des autres activités en cours.

STATISTIQUE

Projet 12A:1 b) ii) : Manuel pour les enquêtes sur l'économie des ménages

Le fonctionnaire chargé du projet a été transféré à l'UNESCO. Date possible d'achèvement : 1972.

Projet 12A:1 b) b) iii) : Etude sur les méthodes et problèmes des recensements et enquêtes démographiques, 1964-1970

Les travaux ont été remis en attendant que les gouvernements africains communiquent la documentation nécessaire.

Projet 12A:2 b) xviii) : Evaluation de la précision des taux démographiques estimés pour les pays africains

Remis à 1972 faute de personnel.

DEVELOPPEMENT SOCIAL

Projet 13B:2 d) ii) : Stages annuels de deux mois pour cadres du développement rural (en anglais)

Il n'y a pas de crédits pour cette année.

Projet 13B:4 b) ii) : Monographies sur certains centres industriels : a) Centres miniers, b) Grandes exploitations agricoles

On attend pour entreprendre ce projet que le projet 13B:4 b) i) soit achevé.

MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Projet 14B:4 b) i) : Evaluation et projection de besoins particuliers de main-d'oeuvre

Différé par suite du détachement du fonctionnaire responsable du projet.

Projet 14B:4 d) i) : Comités sectoriels sous-régionaux sur les ressources humaines

Le secrétariat avait commencé à établir des études, mais le travail a été interrompu par suite du détachement du fonctionnaire responsable du projet.

Projet 14B:4 d) ii) : Groupe d'experts régional sur la formation et la main-d'oeuvre

Exécution remise à 1972, lorsque les crédits nécessaires seront disponibles.

Projet 14B:4 b) iv) : Enquêtes sur le développement de la productivité de la main-d'oeuvre et programmes de recherche en Afrique du nord et en Afrique de l'ouest

Remis sine die par suite du départ du fonctionnaire responsable du projet.

Projet 14B:4 b) v) : Etude sur les besoins de main-d'oeuvre et de formation au niveau intermédiaire

L'exécution de ce projet est interrompue depuis avril-mai mais pourrait être reprise avant la fin de 1971 grâce au recrutement d'un économiste spécialiste de la main-d'oeuvre.

Projet 14B:4 b) vi) : Etudes particulières sur les programmes d'enseignement complémentaire et de formation destinés à préparer en vue d'un emploi les jeunes gens sortant des écoles primaires et secondaires

Les activités liées à un projet connexe ont conduit à une révision du programme d'exécution qui a commencé en septembre 1971.

Projet 14B:4 b) vii) : Etude analytique des techniques de planification de la main-d'oeuvre utilisées dans les pays africains

La phase finale et la rédaction de l'étude ont été différées par suite du détachement du fonctionnaire responsable du projet.

Projet 14B:6 b) i) : Etudes analytiques des besoins d'enseignement et de formation administratifs de niveau supérieur et des moyens offerts dans certains établissements africains

Début d'exécution remis à la fin de 1971 en attendant le recrutement d'un consultant.

#### PROGRAMMES DE POPULATION

Projet 15A:1 b) i) : Etude et évaluation des résultats des recensements et autres données démographiques pour certains pays, et analyse des coûts et des avantages

Différé faute de ressources.

Projet 15A:1 b) v) : Tendances de la migration et de l'urbanisation dans la région et leurs incidences économiques et sociales

Annulé faute de ressources.

Projet 15A:1 b) vii) : Etudes comparatives sur les niveaux d'instruction et leur influence sur la fécondité, la mortalité et les migrations

Remis à 1972 par suite du retard intervenu dans le recrutement de personnel.

Projet 15A:1 d) v) : Séminaire sur les statistiques et les études des migrations et de l'urbanisation

Reporté à 1972 faute de ressources.

Projet 15A:3 d) i) : Réunions des directeurs de centres de formation et de recherche démographiques des Nations Unies

La réunion de 1971 a dû être remise, les instituts de formation démographique d'Accra et de Yaoundé n'ayant pu commencer à fonctionner à la date prévue.

#### AGRICULTURE

Projet 16A:1 : Structure et organisation des services agricoles

Les travaux ont été limités, la plupart des postes n'ayant pas été pourvus.

Projet 16A:2 : Coopération et échanges intrarégionaux dans le domaine de l'agriculture

Les phases de ce projet ont été réorganisées et l'exécution de certaines d'entre elles a ainsi été reportée à des dates ultérieures.

#### ADMINISTRATION PUBLIQUE

Le programme de travail en matière d'administration publique a dû être révisé en fonction des réalités politiques, sociales, économiques et culturelles propres aux pays. Il existe actuellement deux programmes révisés : l'un pour les pays anglophones et l'autre pour les pays francophones. Une fois déterminés les domaines prioritaires des pays francophones dans le nouveau programme de travail, les deux programmes seront soumis à l'examen et à l'approbation du Comité technique d'experts en février prochain.

QUESTIONS FISCALES ET MONETAIRES

Projet 18A:1 b) ii) : Elaboration d'un modèle de convention de non superposition d'impôts

Exécution reportée à 1972 faute de personnel.

SCIENCE ET TECHNIQUE

Projet 19A:1 b) i) : Etude sur les mécanismes gouvernementaux pour la planification et l'administration dans le domaine de la science et de la technique (Afrique du nord)

Reporté à 1972 par suite du retard survenu dans le recrutement de personnel.

Projet 19A:5 d) i) : Séminaire sur la normalisation et le développement économique en Afrique

Le Séminaire a été annulé faute de pays d'accueil et de crédits.

Projet 19A:5 d) ii) : Séminaire sur l'organisation de services techniques pour le développement industriel

Le projet sera vraisemblablement reporté à 1972 faute de crédits.

Projet 19A:5 d) vi) : Voyage d'études en URSS sur les institutions métallurgiques pour la recherche et le développement

Ce voyage était à l'origine prévu pour août 1971 mais ne pourra avoir lieu cette année si une aide ne peut pas être obtenue.

Projet 19A:6 d) i) : Séminaire régional sur la science et les moyens d'information

Annulé faute de crédits.

Projet 19A:6 d) iii) : Stages professionnels pour rédacteurs de rubriques scientifiques

Le projet sera vraisemblablement reporté à 1972 faute d'aide bilatérale.

F. APPLICATION DE LA STRATEGIE DE L'AFRIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT  
DURANT LES ANNEES 70

54. A la première Conférence des ministres, lorsque la stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70 est venue en discussion, on a fait valoir que, au titre de la stratégie globale adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2626 (XXV), les gouvernements africains devaient formuler leur propre stratégie dans le cadre de la stratégie de l'Afrique, dont l'application était envisagée aux échelons national, multinational, sous-régional et régional. Pour cette raison, les Etats membres et le secrétariat de la CEA ont un rôle important à jouer dans la mise en oeuvre de cette stratégie.

55. Les objectifs arrêtés dans la stratégie adoptée (paragraphe 3 et 4 du dispositif) tendent à ce que le programme de développement des différents Etats membres et du secrétariat se concentre utilement sur un nombre limité de domaines et d'activités essentiels : agriculture, transformation rurale, commerce, financement extérieur et coopération technique, mobilisation des ressources intérieures, industrie, problèmes particuliers des pays africains en voie de développement les moins avancés, des pays sans littoral et des pays insulaires.

56. La première Conférence des ministres est entrée plus avant dans ce contexte en faisant observer que les objectifs suivants présentent de l'importance pour la stratégie globale : accroissement des ressources financières; liaison entre les droits de tirage spéciaux et l'octroi de fonds de développement supplémentaires; libéralisation des conditions d'assistance et adaptation de l'aide à la capacité de remboursement des divers pays. Il a été noté que les politiques d'aide suivies dans les années 60 avaient aggravé le problème du service de la dette. Certains autres éléments de la stratégie de l'Afrique ont été soulignés, à savoir la nécessité d'adapter la technique moderne aux conditions africaines, la distribution du revenu, les affaires maritimes, la mise en valeur des ressources humaines et la nécessité primordiale de favoriser l'industrialisation.

57. Depuis la dixième session de la CEA, le secrétariat a formulé des programmes spéciaux d'assistance aux activités suivantes : définition précise et application de politiques relatives au développement rural; mobilisation de ressources intérieures grâce à l'amélioration du régime fiscal, des techniques et des rouages administratifs; amélioration des relations monétaires entre pays africains par le biais des réunions de l'Association des banques centrales; efforts particuliers en vue de remédier aux problèmes des pays sans littoral par la formation de main-d'oeuvre et la fourniture de services consultatifs pour l'alimentation du secteur rural en eau et en électricité; coordination en matière de transport au moyen de divers projets, tels que celui portant sur la route trans-africaine, etc. (voir liste ci-dessus des projets d'assistance technique, des réunions, etc.). Pour assurer la réalisation de ces programmes, le Secrétaire exécutif de la CEA a entrepris une tournée de certains pays africains et a engagé des négociations avec des organismes d'aide bilatérale.

58. A la suite d'une récente visite du Secrétaire exécutif en République centrafricaine, le secrétariat a commencé de fournir à ce pays une assistance pour l'exécution d'un programme portant sur la création d'une industrie du ciment, l'organisation d'un système de crédit agricole, et l'adduction d'eau, ainsi que sur des projets touchant la construction de maisons en bois et la fourniture d'énergie. Une mission semblable en Haute-Volta a conduit le secrétariat à prêter assistance au Gouvernement de ce pays pour l'exécution de projets intéressant l'énergie hydro-électrique, les cours d'eau intérieurs et le développement rural.

59. Au séminaire sur la stratégie pour le développement de l'Afrique que la Fondation Dag Hammarskjöld a récemment tenu en Suède, les pays nordiques et la réunion elle-même ont été unanimes à reconnaître le rôle que jouent les commissions régionales et notamment la CEA dans le développement régional. On espère que ce sentiment se traduira, au cours de la présente décennie, par un appui concret de la part des pays nordiques à la stratégie de l'Afrique.

60. Parmi les diverses réunions organisées partiellement ou entièrement par le secrétariat en cours d'année, il convient de mentionner en particulier les suivantes. Notons premièrement la sixième Réunion mixte CEA/OUA sur le commerce et le développement, qui s'est tenue à Genève du 12 au 23 août. La troisième partie du rapport de cette réunion, qui s'intitule "Programme d'action", est mise en lumière dans le rapport de la onzième session du Conseil du commerce et du développement ainsi que dans les résolutions adoptées par ce dernier. D'autre part, pour la première fois depuis 1964, les exigences et les besoins des pays africains ont pu se faire entendre comme il convient au sein d'un organe de la CNUCED. Deuxièmement, la première réunion concernant la route transafricaine a eu lieu à Addis-Abéba du 14 au 18 juin. Il est encourageant de noter qu'à une réunion des pays et organismes donateurs d'aide tenue par le Secrétaire exécutif à Addis-Abéba du 29 septembre au 1er octobre, l'un des pays donateurs s'est engagé à effectuer une étude préliminaire de faisabilité portant sur toute la route et à présenter le rapport pertinent à temps pour la prochaine réunion, qui aura lieu à Bangui en mars 1972. D'autres pays donateurs présents se sont déclarés disposés à fournir une aide pour les travaux de construction à effectuer ultérieurement. Troisièmement, l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'ouest s'est réunie à Monrovia, du 20 au 25 septembre, réunion qui a été menée à bien après deux ans et demi d'efforts constants pour amener 14 pays ouest-africains à créer un dispositif opérationnel commun. Le secrétariat de la CEA sera représenté en permanence au Comité consultatif de l'Association.

61. En plus d'accorder une assistance technique d'ordre consultatif en utilisant ses propres ressources, le secrétariat de la CEA coopère conformément à l'esprit des résolutions 187(IX) et 218(X) avec les institutions spécialisées des Nations Unies à l'exécution du programme de

travail approuvé par la Commission. On continue à mettre l'accent sur la réalisation de programmes d'action économique et sociale dans les domaines prioritaires indiqués par la Commission, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale.

62. Comme on l'indique dans la section E du présent rapport, il est devenu nécessaire pour le secrétariat de différer l'exécution de certains projets pour diverses raisons, dont les plus impérieuses sont les suivantes : a) insuffisance des ressources en personnel et en fonds, y compris l'assistance technique d'ordre bilatérale; b) retards affectant le recrutement de personnel et la fourniture d'autres facteurs nécessaires aux projets; c) réaction insuffisante de la part de certains Etats membres; d) cas d'urgence résultant d'engagements spéciaux. Toutes ces raisons ont inévitablement conduit à une révision des prévisions concernant l'exécution du programme de travail. Conformément à l'opinion exprimée à la première Conférence des ministres tenue dans le cadre de la Commission, à savoir "qu'étant donné ses ressources limitées, la CEA devait essayer de restreindre ses activités en évitant de se lancer dans des programmes trop ambitieux", le secrétariat a lui-même révisé son programme de temps à autre en vue de donner priorité aux activités de caractère complémentaire qui méritent d'être entreprises.

-----